

# Acharnement contre Nathalie Ménigon

vendredi 18 mai 2007, par [Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mai 2007).

Une esquisse d'espoir a failli se faire jour pour Nathalie Ménigon. Âgée de 50 ans, partiellement handicapée à la suite de plusieurs accidents cardio-vasculaires, l'ancienne responsable d'Action directe a amplement purgé sa peine et eût dû, depuis déjà belle lurette, retrouvé la liberté. Tout comme d'ailleurs ses trois camarades, Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani et Régis Schleicher. Papon, pourtant condamné pour complicité de crime contre l'humanité, avait lui été immédiatement élargi à l'instant même où ses avocats arguèrent d'un mauvais état de santé.

Le tribunal d'application des peines de Paris a, ce 10 mai, entrouvert une porte en prononçant un régime de semi-liberté avant une libération sous contrôle judiciaire. Mais Nathalie Ménigon ne prendra pas encore la route qui devait, le 22 mai, la conduire vers le centre de semi-liberté de Toulouse. Motif : le parquet a fait appel. Au total, ce sont donc trois demandes de suspension de peine pour raison médicale et une demande de conditionnelle qui lui auront été refusées. L'acharnement est patent, au point que l'on doive parler d'une vengeance d'État. Aucun argument juridique ne peut être mis en avant pour refuser que les détenus d'Action directe bénéficient de dispositions prévues par la loi pour des cas semblables aux leurs.

Mais il est à craindre que le climat qui entourera l'intronisation de Sarkozy accroisse encore les obstacles à une libération. Sans le moins du monde partager la stratégie que les quatre d'Action directe mirent en œuvre dans les années 1980, la gauche et le mouvement démocratique doivent se mobiliser pour que cesse enfin cette justice à plusieurs vitesses.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2206 du 17 mai 2007.